

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le **12 OCT. 2011**

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Véronique VOLAY  
☎ : 04 72 61 37 86  
✉ : veronique.volay@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 514-1 et R. 512-69 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1986 autorisant la SOCIETE D'AFFINAGE ET APPRETS DE MÉTAUX PRÉCIEUX à exploiter ses activités d'affinage des métaux précieux dans son établissement situé Z.A.C. « Sans Souci » - 625, rue de Sans Souci à LIMONEST ;

VU le rapport, en date du 26 septembre 2011, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'un incendie s'est produit, le 1<sup>er</sup> août 2011, dans les locaux de la SOCIETE D'AFFINAGE ET APPRETS DE MÉTAUX PRÉCIEUX ;

CONSIDERANT qu'aucun signalement de cet événement n'a été effectué auprès de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que, conformément aux dispositions prévues au paragraphe 1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1986 susvisé et à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant était tenu d'alerter l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que, suite à la visite des lieux réalisée par l'inspection, le 4 août 2011, il a été demandé à la SOCIETE D'AFFINAGE ET APPRETS DE MÉTAUX PRÉCIEUX, par lettre recommandée avec accusé de réception, de transmettre à l'inspecteur de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, un rapport d'accident relatant les faits, les causes, les conséquences ainsi que les mesures qu'il serait amené à prendre afin d'éviter qu'un nouvel incendie de ce genre ne se répète ;

... / ...

CONSIDERANT qu'à ce jour, l'exploitant n'a toujours pas fourni ce document et ne respecte donc pas les dispositions prévues par l'article 2, paragraphe 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 octobre 1986 susvisé ainsi que celles de l'article R. 512-69 du code de l'environnement précité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La SOCIETE D'AFFINAGE ET APPRETS DE MÉTAUX PRÉCIEUX, installée Z.A.C. « Sans Souci » - 625, rue de Sans Souci à LIMONEST, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2, paragraphe 1.2 de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1986 susvisé et de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, en transmettant, dans un délai de 15 jours, à compter de la notification du présent arrêté, un rapport d'accident précisant notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour pallier les effets à moyen ou à long terme.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de LIMONEST,
- à l'exploitant.

Lyon, le 12 OCT. 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale

Josiane CHEVALIER